

Hebdo Canada

Volume 1, N^o 13

le 4 avril 1973



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

Le Canada prolonge de soixante jours sa participation à la CICS, 1

M. Louis Rasminsky président du Centre de recherches pour le Développement international, 3

Geneviève Bujold se produit avec le Choeur Mendelssohn de Toronto, 3

Renouvellement des accords Canada-U.R.S.S. sur les pêches, 4

Le commerce de l'automobile en 1972, 4

Modification de l'entente Canada-Royaume-Uni sur la sécurité sociale, 4

Théâtre japonais de marionnettes au CNA, 5

Don du Prince de Monaco au Québec, 5

Le Canada prolonge de soixante jours sa participation à la CICS

Texte de la déclaration faite à la Chambre des communes par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, au sujet de la prolongation du mandat de participation du Canada à la CICS:

Le fait que l'attitude adoptée par le Canada à l'égard de sa participation à la Commission internationale de contrôle et de surveillance au Vietnam a constamment rallié un vaste appui public a été une source de grande satisfaction pour le Gouvernement. Notre attitude à l'égard d'un engagement à long terme et les conditions dont nous avons assorti notre rôle semblent être comprises à l'intérieur de notre pays et même, dans une certaine mesure, à l'étranger. Cette compréhension est particulièrement encourageante du fait que le problème de notre participation initiale et la décision que nous devons maintenant prendre touchant son maintien renferme des éléments qui en font un dilemme. Le Gouvernement était et demeure très conscient du fait que, quelle que soit sa décision, aucune ne saurait satisfaire toutes les demandes dont nous faisons l'objet ou rallier un appui universel en dehors de notre pays. J'ose toutefois espérer que la décision du Gouvernement aura l'appui général de cette Chambre et de notre pays et qu'elle ne sera pas considérée comme déraisonnable à l'étranger.

Exprimé en termes les plus clairs, le dilemme vient de ce que tous les Canadiens désirent servir la cause de la paix au Vietnam aussi longtemps que, pour reprendre l'expression d'un honorable député, il y a le moindre espoir d'une solution pacifique au problème vietnamien. D'un autre côté, le Gouvernement est tout aussi décidé à faire en sorte que les Canadiens ne participent pas à une charade où ils seront obligés de surveiller non pas un cessez-le-feu mais des hostilités continues qui risquent de donner lieu à une nouvelle escalade. Du point de vue strictement canadien, il est important de considérer objectivement les deux

aspects du problème. La représentation du Canada est étroitement liée à notre rôle dans les efforts internationaux déployés en vue d'assurer le "maintien de la paix". La confiance dans le succès des opérations de maintien de la paix partout dans le monde ne saurait être maintenue que si les activités qu'on désigne ainsi sont non seulement efficaces mais reconnues comme étant efficaces par l'opinion publique mondiale.

Au cours des dernières phases de la négociation des Accords de Paris sur le Vietnam, le Gouvernement a donc informé les parties aux négociations qu'il réservait sa décision touchant la participation éventuelle du Canada à la CICS en attendant d'avoir eu l'occasion de prendre connaissance et d'étudier les ententes conclues afin de voir si, à la lumière de notre expérience, les dispositions de celles-ci étaient exécutables. Nous avons par la même occasion communiqué aux négociateurs une série de conditions qui, si elles étaient satisfaites, auraient, à notre avis, rendu le mécanisme de maintien de la paix au Vietnam pratique tout en lui donnant un caractère de crédibilité. Nous avons également avancé, par l'intermédiaire du Gouvernement des Etats-Unis en nous fondant sur les conclusions tirées de notre expérience des dix-neuf dernières années en Indochine, des propositions détaillées touchant l'organisation et les dispositions pratiques de la surveillance de la trêve au Vietnam.

Je ne voudrais pas abuser de la patience des honorables députés en répétant nos conditions, lesquelles étaient énoncées en détail dans mon discours du 5 janvier dernier. Je crois qu'il est juste de dire que certaines de nos propositions ont été acceptées et